

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE

75014 PARIS - FRANCE

TÉL. 320.36.20

C. C. P. 1248-74 N PARIS

D 340 MEXIQUE: ARRESTATIONS DE PAYSANS ET DE PRÊTRES
A TORREÓN

Une vive effervescence a suivi les arrestations qui ont eu lieu dans les milieux paysans de la région de Torreón, dans l'Etat de Coahuila, au nord du Mexique. En effet, le 14 octobre 1976, suite à des occupations de terre illégales, seize paysans et un avocat étaient arrêtés; le 15, c'était le tour de plusieurs autres paysans ainsi que d'un professeur d'université et d'un prêtre; le 16, quatre prêtres tombaient sous le coup d'un mandat d'arrêt.

Dans les jours suivants, quelques paysans seulement devaient être libérés, ainsi que le P. Martínez; les mandats d'arrêt étaient rapportés.

Le Mexique connaît, lui aussi, ses conflits de terre (cf. DIAL D 320). Celui de Torreón prend un relief particulier à cause des implications de l'Eglise, mais surtout par la proximité du changement à la présidence de la République. C'est le 1er décembre prochain que M. José Lopez Portillo, élu président le 4 juillet dernier, doit succéder à M. Luis Echeverría.

(Note DIAL)

1- COMMUNIQUE DU "CENTRO NACIONAL DE COMUNICACIÓN SOCIAL" (16 octobre 76)

Le jeudi 14 octobre 1976, une quarantaine de paysans ont été arrêtés à Torreón, Etat de Coahuila, ainsi que l'avocat Armando Sánchez et le P. Benigno Martínez, très connu dans la région.

L'opération de police a provoqué une grande agitation dans la région des lagunes du Nord; elle faisait suite à des occupations de terre.

En effet, au début de la semaine, le Parti populaire socialiste avait ouvertement organisé des occupations de terrains dans treize hameaux de Torreón, avec la participation de nombreux paysans. Une fois les terres occupées, les dirigeants du Parti populaire socialiste ont disparu et les paysans sont restés là, en colère, abandonnés à leur propre sort.

C'est alors que les forces répressives de l'Etat sont entrées vigoureusement en action. Poursuivis, les paysans se sont réfugiés dans le hameau Emiliano Zapata où travaillent le P. Martínez et son équipe. Le curé et ceux qui se trouvaient à ses côtés ont été arrêtés et accusés de délits avec lesquels ils n'avaient strictement rien à voir.

A Torreón, on dit que l'opération provocatrice d'occupation des terres organisée par le Parti populaire socialiste, et la répression dirigée contre les squatters puis déviée sur les habitants et le curé d'Emiliano Zapata, font partie d'un plan élaboré à des fins inavouées.

Dans une interview au journal "La Opinión" de Torreón, le P. José Batarse, jésuite et curé de Francisco Madero (Etat de Coahuila), contre lequel a été lancé un mandat d'arrêt ainsi que contre trois autres prêtres de la région, a tenu les propos suivants qu'il a confirmés dans une communication téléphonique avec le "Centro Nacional de Comunicación Social":

"L'opération déclenchée par le gouvernement de l'Etat est une opération répressive dont le vrai visage apparaîtra avec le temps: celui d'une persécution. Je n'ai pas la moindre idée des charges que les autorités peuvent retenir contre moi; mais nous pensons, mes collègues et moi-même, qu'en raison des autres cas similaires, nous serons accusés d'être des agitateurs, des agents de la subversion et nous pourrions même être traités de guérilleros ou de terroristes. Je pense que cela vient de notre façon de concevoir le ministère: un choix délibéré en faveur des pauvres et ouvertement manifesté en de nombreuses occasions. Nous renouvelons aujourd'hui ce choix: nous sommes avec les pauvres qui s'unissent dans la lutte pour apporter une réponse à leurs besoins et s'opposer à toute exploitation. Nous pensons que cette opération, menée par l'Etat, est un coup bas porté contre la lutte indépendante des pauvres. Les récentes occupations de terre, organisées à San Pedro par le Parti populaire socialiste, a servi de prétexte à l'intervention de l'Etat pour réprimer les paysans en lutte, avec l'accord des grands propriétaires qui applaudissent ouvertement."

A la question de savoir si lui et ses collègues également menacés, les PP. Armando García, José Natividad Fuentes et Jesús de la Torre, avaient peur de la prison, le P. Batarse a répondu: "Non, car cela fait partie des risques inhérents à notre choix, et celui-ci correspond à une morale évangélique qui unit la croix des pauvres et la persécution."

Le P. Batarse a également exprimé l'opinion que, dans le contexte politique et social de la région des lagunes du Nord comme de l'ensemble du pays, à l'occasion du changement de gouvernement et suite à la crise économique, il ne manque pas de gens pour conseiller au futur président de la République José Lopez Portillo de viser à une meilleure productivité, et au gouvernement de l'Etat de parvenir à la "paix sociale" à tout prix. Conformément à cette manière de voir, on peut noter un changement substantiel dans l'attitude du gouverneur Flores Tapia; celui-ci pense probablement que cette "paix sociale" sera le fruit d'une recrudescence de la répression et d'une opération du genre de celle qui est dénoncée aujourd'hui. "Mais la solution, a ajouté le P. Batarse, n'est pas la répression; c'est la justice pour le peuple dépossédé."

En réponse à la question de savoir s'il pensait que de telles opérations marquaient la fin de l'"ouverture démocratique", le P. Batarse a répondu: "L'analyse de notre réalité sociale révèle une augmentation progressive des opérations de type répressif, dans le but d'empêcher le développement de mouvements populaires indépendants."

Le journaliste de "La Opinión" lui a demandé: les prêtres menacés ont-ils un soutien populaire? A quoi le P. Batarse a répondu: "C'est du contraire dont il s'agit: les prêtres doivent soutenir le peuple dans ses luttes justes."

Le bruit a couru que le gouverneur de Coahuila avait proposé la remise en liberté immédiate du prêtre arrêté et annulé les mandats d'arrêt

lancés contre les autres, s'ils s'engageaient à "ne plus faire d'agitation". Et qu'il avait accepté de discuter d'un tel accord avec le P. Batarse.

Ceux-ci ont fait savoir qu'ils n'accepteraient pas de se taire, et encore moins de faire jouer les privilèges dûs à leur fonction et à leur caractère sacerdotal; ils sont prêts à subir le même sort que le peuple et que les paysans arrêtés; c'est irrévocablement qu'ils ont pris la décision de suivre dans leur lutte les classe dépossédées, et cela jusqu'à ce que justice soit faite.

Par ailleurs, dans les communautés indépendantes des hameaux de la région de Torreón, dans l'Université, dans la presse et dans de larges secteurs de la population, des voix se sont élevées pour exprimer publiquement leur solidarité avec les prêtres engagés aux côtés des pauvres.

Il y a quelques semaines, dix-sept archevêques et évêques ont été arrêtés à Riobamba, en Equateur, sous l'accusation de subversion. Un peu plus tard, Mgr Hipólito, un évêque brésilien, était enlevé, déshabillé, ligoté, sauvagement frappé, traité de communiste, puis abandonné après avoir été badigeonné à la peinture rouge. A la même époque, un autre prêtre brésilien, un jésuite engagé au milieu des pauvres, a été assassiné.

A Mexico, il y a quelques jours, le P. Angel Saldaña, un religieux carmélite travaillant en milieu paysan, a été enlevé; il a été roué de coups par des gens dont les liens officiels ne font aucun doute puisque, après son enlèvement, ils ont pu l'exiler; on vient en effet d'apprendre que le P. Saldaña avait été vu au Canada.

Dans les milieux ecclésiastiques et populaires, c'est une même question qui est posée: Les défenseurs du système actuel d'injustice ont-ils pris la décision de rompre des lances avec l'Eglise située aux côtés des pauvres?

2- DECLARATION DE SECTEURS CHRETIENS DU MEXIQUE (22 octobre 1976)

LA REPRESSION CONTRE DES PAYSANS ET DES PRETRES

Nous dénonçons devant l'opinion publique que le gouverneur de l'Etat de Coahuila, M. Oscar Flores Tapia, avec l'aide d'hommes politiques corrompus et du Parti populaire socialiste, a semé l'anarchie et le trouble tant à la campagne que dans l'agglomération de Comarca Lagunera, ce qui s'est soldé par une répression contre des hameaux indépendants. Cela est confirmé par les faits suivants:

1- Le 14 octobre, ont été arrêtés, sans mandat de la police judiciaire de l'Etat, l'avocat Armando Sánchez et seize paysans d'Emiliano Zapata, dans la commune de San Pedro de Las Colonias. Le lendemain, c'était au tour du P. Benigno Martínez, d'un professeur de l'Université autonome de Coahuila et de plusieurs habitants des hameaux 2 de Maio et Francisco Villa, d'être arrêtés.

2- Le 16 octobre, des mandats d'arrêt sont lancés contre quatre autres prêtres, connus également pour leur engagement dans les luttes du peuple.

Les autorités de l'Etat ne se sont pas contentées de procéder à des manoeuvres grossières. Sous la pression de certains de ses éléments et

avec l'encouragement des grands propriétaires les plus retors de la région, elles s'en prennent maintenant aux choix pastoraux de l'évêque de Torreón, Mgr Fernando Romo Gutierrez, qui avait déclaré: "Dans un peuple qui attend de l'Eglise qu'elle soit présente à ses luttes, à ses problèmes et à sa vie, nous ne pouvons exclure personne."

En conséquence, nous déclarons:

1- que le gouvernement de l'Etat cherche, sans aucun respect des garanties individuelles et sociales, à contrôler le mouvement populaire indépendant en réprimant violemment les gens qui se sont identifiés à la cause des pauvres;

2- que l'Etat n'est pas du côté du peuple travailleur, mais qu'il est au contraire le protecteur des intérêts de la bourgeoisie détentrice des grands domaines ruraux et des propriétés urbaines;

3- que le seul responsable des comportements violents à venir est le gouvernement de l'Etat;

4- que le gouvernement de l'Etat a essayé d'accuser des personnes respectables et de bonne réputation de trafic de stupéfiants, après les avoir privées de liberté et frappées;

5- que la répression pratiquée n'est pas dirigée contre l'Eglise, mais contre le peuple et contre les prêtres identifiés à lui.

Nous exigeons:

1- l'arrêt définitif de l'escalade dans la répression exercée par le gouvernement de l'Etat;

2- la remise en liberté immédiate des personnes arrêtées;

3- le respect des garanties individuelles et collectives contenues dans la Constitution.

A Mexico, D.F., le 22 octobre 1976

Groupe de 50 prêtres et religieux des Etats de Nuevo León, Zacatecas, Coahuila et Chihuahua; Secrétariat social mexicain; Secrétariat social du nord; Secrétariat social du centre; Secrétariat social de l'ouest; secrétariat social métropolitain; Secrétariat social du sud-est; Eglise solidaire; Groupe sacerdotal de Cuernavaca; Religieuses du service social; Groupe des prêtres indiens; Centre d'études oecuméniques; Centre de coordination de projets oecuméniques; Communauté jésuite de Villa de Cortes; Communauté des pères maristes de la paroisse Nuestra Señora del Refugio; Communauté des pères maristes de Santa Maria de Guadalupe Reina del Trabajo.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140 F - Etranger 160 F
(avion: tarif spécial)

Directeur de publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris

Commission paritaire de presse: n° 56249

D 340-4/4